Fapt la cgt — pour le droit à la communication

Flashinfo

Lien d'information mensuel de l'Union Fédérale des Retraités et retraitables

N 6
juin 2014

La cgt appelle à un changement radical de politique

Plus de 20 000 retraités dont plus de 1 000 FAPT manifestant à Paris le 3 juin dernier. Des milliers d'actes de solidarité financière pour contribuer à la réussite de cette manifestation nationale unitaire. Des drapeaux et des foulards CGT à perte de vue. Les retraités qui ont le pavé pour exprimer leurs revendications ont dit clairement au Président de la République leurs exigences sociales sur le pouvoir d'achat, le niveau des pensions, la protection sociale, la perte d'autonomie etc.

Comme en écho à la déclaration de la CGT au lendemain des élections européennes appelant « à un changement radical de politique », les retraités l'ont porté haut et fort.

Voilà plus de 40 ans que l'austérité sert de prétexte à des lendemains meilleurs. Hollande et Valls, bateleurs du changer maintenant, renforcent le club des austéritaires. Or, plus l'austérité sévit, plus le pays s'enfonce dans la crise et plus l'extrême droite, surfant sur les mécontentements, agrandit sa tache noire ici et ailleurs. Jusqu'à quand, le gouvernement pour la cause de son allié le MEDEF va –t-il poursuivre dans cette voie à hauts risques pour la démocratie.

Par contre la CGT y trouve des raisons –de salubrité syndicale pourrait-on dire- de ne rien lâcher de ses responsabilités et d'en appeler à ce que tous les syndicats relèvent les défis qui s'imposent pour d'autres orientations en France et en Europe.

La semaine d'actions et de mobilisations du 23 au 27 juin 2014 initiée par la CGT, avec une journée forte de manifestations et de grève le 26, sera notre rendez-vous d'après 3 juin. Jusqu'à satisfaction des revendications et recommencer. Le tout avec la carte CGT dans la poche pour aller plus vite

Vie nouvelle m'informe donc je m'abonne 6 numéros par an au prix de 14,60€

Hausse du chômage : les chiffres de l'échec

14 800 de plus sans emploi en avril. Avec les DOM, le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 5 285 600 personnes. Sur un an il augmente de 4,2%.Celui des plus de 50 ans ou plus s'accroît de 0,7%.On atteint pour les seniors la hausse record de +11,6% sur un an. Il est urgent que le gouvernement cesse les cadeaux faits au patronat sans contrepartie et agisse pour développer l'emploi et les services publics.

SALARIES : il est où le « beau travail » ?

Au moment où le MEDEF et le gouvernement lancent une campagne de promotion du« beau travail », des études d'opinion auprès de 2 000 personnes en avril montrent que l'ensemble des sondés expriment une

Insatisfaction très forte sur leur vie au travail et la reconnaissance professionnelle. 43% des professions techniciennes et intermédiaires ont le sentiment de dégradation de cette reconnaissance. 56% des sondés ne s'estiment pas reconnus dans leur travail et 42% ne pas pouvoir faire un travail de qualité. 49% des cadres considèrent que leur temps de travail est de plus en plus difficile à maîtriser, et que « tous les indicateurs sont au rouge en matière de reconnaissance salariale ». Il y a bien une crise du travail, une fracture ouverte entre les aspirations des salariés à bien faire leur travail et les directions qui sacralisent la rentabilité financière et le « courtermisme ».

Quand les résultats des européennes donnent des ailes aux fachos, restons uni-es contre l'extrême droite

Déjà deux militants de la Jeunesse communiste ont été roués de coups samedi 31 mai à Rouen à cause de leurs opinions politiques ! Nos organisations syndicales n'avaient pas attendu le résultat des élections européennes du 25 mai pour mesurer le danger de l'extrême droite. Face à l'imposture sociale de cette mouvance politique qui se nourrit de la désespérance sociale et du rejet des politiques des gouvernements successifs au service du patronat, il est plus que jamais nécessaire de s'organiser syndicalement, construire les mobilisations, lutter en partant des revendications des salarié-es, faire progresser la démocratie et gagner de nouveaux droits et conquêtes sociales !

Mesures fiscales : Pour une vraie réforme fiscale

Pour la CGT, la 1ère leçon à retenir de la communication gouvernementale est que le gouvernement admet que pour 3 millions de contribuables, les revenus sont insuffisants et nécessitent des mesures urgentes ! Nous sommes par contre en total désaccord avec les mesures proposées par le Premier ministre. Ces annonces sont dérisoires comparées aux 30 milliards d'euros d'allégements d'impôts accordés aux entreprises. Ces cadeaux octroyés sans aucune contrepartie en termes d'emploi ou de salaires ne répondront en rien aux attentes des salariés. Pour la CGT, il est impératif de relancer la demande pour pouvoir relancer l'économie.

Alstom : lettre de T. Lepaon à Hollande

« L'expérience passée et la situation laissée par la gouvernance actuelle doivent nous servir de leçon. Les intérêts financiers ne peuvent l'emporter sur l'intérêt général. ALSTOM est le principal fournisseur de grandes entreprises ayant des missions de services publics comme EDF, la SNCF, la RATP ou AREVA par exemple. A ce titre, les décisions prises peuvent également avoir des conséquences dramatiques sur les salariés de ces entreprises. La maintenance et l'entretien des matériels roulants représentent des milliers d'emplois. Par ailleurs, la maitrise de l'énergie, nucléaire ou renouvelable, est un enjeu national. » C'est ce que Thierry Lepaon a notamment rappelé a François Hollande en lui proposant la mise en place d'un groupe de travail avec les dirigeants des fédérations CGT concernées.

Patriotisme économique : peut mieux faire

La 15 mai a été publié un décret relatif aux investissements étrangers soumis à autorisation préalable. Ce dispositif étend le champ d'application aux secteurs de l'Energie, des Transports, de l'Eau, de la Santé, et des Télécommunications alors que l'ancien décret « Villepin » de 2005 se concentrait sur les seuls secteurs de la défense nationale.

Sa principale disposition est d'obliger les investisseurs étrangers dans ces secteurs à passer par une autorisation ministérielle préalable. Une avancée certes, mais la question centrale de l'intervention de l'État dans l'actionnariat et la gestion des entreprises menacées n'est pas prévue. Et plus que jamais il faut une politique industrielle au service du développement de l'industrie et de l'emploi.

Austérité égale économie détériorée.

La santé de l'économie française n'est pas bonne. Au 1er trimestre 2014 la croissance est à « zéro » et la consommation des ménages est en recul.

L'austérité budgétaire, les baisses de pouvoir d'achat des salaires et pensions, les ponctions faites aux retraités conduisent inévitablement à cette situation. Le « pacte d'irresponsabilité » ne va pas relancer l'activité ou la croissance bien au contraire. Pour soigner le malade rien ne sert de casser le thermomètre il faut donner les bons remèdes. Il est urgent de prendre un véritable virage social pour les salaires, les pensions et l'emploi.

Attention, un coup de rabot peut en cacher un autre !

La SNCF a fait la une des médias : des rames trop larges qui nécessitent un rabotage des quais de certaines gares pour un coût variant de 50 millions à 300 millions d'euros, selon les premières estimations…Un canular… non la conséquence « *des réductions aveugles d'emplois qualifiés et la désorganisation des services engagée par les directions des deux Epic* », explique la fédération CGT des Cheminots. Cette invraisemblable histoire est d'autant plus choquante que les cheminots des établissements « infra-pôle », notamment l'encadrement spécialiste des gabarits, avaient alerté à moult reprises les dirigeants sur ce problème sans que cela n'ait été pris en compte.

La CGT Cheminots attend « *que les dirigeants assument leurs responsabilités* » et ne tolèrera pas *« la recherche de boucs-émissaires »*

Traité transatlantique : les peuples, l'environnement et la démocratie avant les profits et les droits des multinationales

Les organisations de la société civile européenne, dont la CGT, ont adopté une déclaration relative aux menaces du traité TTIP (Transatlantic Trade and Invesment Partnership). Cet accord se négocie à huis clos entre l'Europe et le gouvernement américain. Il vise à permettre la dérégulation, offrir davantage de protections aux investisseurs, orienter les dispositions relatives aux droits de propriété intellectuelle vers la création de monopoles et une course systématique au moins disant.

Les signataires de la déclaration exigent entre autres la transparence maintenant, un processus démocratique (débats avec les syndicats), pas dérégulation des législations, pas de dérégulation ou privatisation des services publics etc.

DES LUTTES ET DES SUCCES

Les salariés de Fralib, après 1336 jours de grève, vont pouvoir monter leur SCOP (thé et infusions). La multinationale UNILEVER a été contrainte de leur verser 19.1 millions d'euros pour la mise en œuvre de leur projet et contribuera à la recherche de débouchés commerciaux. Ils viennent de gagner le maintien de leur activité contre la délocalisation.

Les salariés d'Urbaser à Vitry sur Seine, après plusieurs mois de lutte et 14 jours de grève ont contraint la direction de cette entreprise de traitement des déchets à reconnaître enfin le délégué CGT et à céder aux revendications (1.7 % d'augmentation avec rétroactivité au 1. 1 2014, élections professionnelles, négociation sur les coefficients hiérarchiques, 400€ de chèque vacances etc.)

Aux Glières, l'héritage des résistants est une arme moderne

Le 8e rassemblement des Citoyens Résistants d'hier et d'aujourd'hui a eu lieu sur le plateau des Glières, en Haute-Savoie. Contre la montée de l'extrême droite, c'est à des "jours heureux" qu'ont travaillé les très nombreux participants. Alors qu'en mars 1944, le Conseil National de la Résistance (CNR) adoptait son programme politique, l'actualité de ce rassemblement était d'autant plus prégnante dans le contexte actuel de démantèlement des services publics, de désarroi social et d'ultra libéralisme fomenteur de troubles sociétaux.

Syndicalisation

La bataille se poursuit pour retrouver au minimum le nombre de forces organisées de 2012 pour 2013. L'UFR va prendre des décisions et faire des propositions pour mener une grande campagne offensive sur la syndicalisation et faire que chaque syndiqué y prenne part.

Bureau international du travail : la CGT salue l'élection de Bernard Thibault au conseil d'administration

183 pays réunis lors de la conférence internationale ont désigné leurs 33 représentants au conseil d'administration. Bernard Thibault, dont la candidature découlait d'un accord entre affiliés français à la Confédération Syndicale Internationale, y a été élu au titre du groupe des travailleurs. L'élection d'un ancien secrétaire général de la CGT permettra de faire progresser la reconnaissance et le respect des normes internationales du travail.

Je m'informe aussi sur :
Le site internet de l'UCR :
www.ucr.cgt.fr
Le site internet de l'UFR :
www.cgt-fapt.fr

International…

Soutien de la CGT et de la CFDT aux leaders syndicaux guinéens.

En 2014, pas moins de 45 leaders syndicaux sont convoqués devant le tribunal de Conakry pour des grèves et manifestations remontant… à 2006. Les travailleurs guinéens demandaient alors des réformes démocratiques et des conditions de vie décente. Si depuis 2010, la Guinée Conakry s'est engagée dans un processus démocratique, le chemin est long pour y parvenir !

Alors que la plupart des responsables des morts de la répression de 2008 et ceux du massacre du 28 septembre 2009 sont toujours impunis, ceux qui se battent pour des meilleures conditions de vie des travailleurs sont mis en accusation.

La CFDT et la CGT condamnent avec la plus grande fermeté cette entreprise. Face aux difficultés économiques et sociales, c'est le dialogue qui doit être privilégié plutôt que de chercher à porter atteinte à l'exercice du droit syndical.

Catastrophe minière de Turquie

Thierry Lepaon a écrit à Kani Beko, Secrétaire Général du DISK pour lui faire part de sa tristesse et sa colère suite à la tragique explosion qui a eu lieu dans la mine de Soma. La CGT ajoute aussi une ferme condamnation pour ce qui s'est passé et l'expression de toute sa solidarité.

Grève mondiale des employés de fast-foods : Jeudi 15 mai grève mondiale des employés à l'appel de l'UITA, fédération internationale de syndicats regroupant 396 membres dans 126 pays, dont la Fédération CGT des personnels du commerce, de la distribution et des services, qui soutient cette action. Parmi les constantes de la restauration rapide à travers le monde, on trouve la qualité approximative de ce qu'on y mange, les mauvaises conditions de travail, une importante précarité, des salaires bas et la difficulté pour les travailleurs à s'organiser en syndicats sans subir de représailles.

20ème congrès du syndicat Allemand

Thierry Lepaon a participé au congrès du DGB à Berlin le 11 mai 2014. Lors de ce congrès ont été célébrés les 65 ans d'existence de la confédération allemande. Le syndicat s'est félicité des succès engrangés pendant la décennie précédente qui aboutissent à la création d'un salaire minimum en Allemagne, la retraite avec 40 années de cotisation, et ce dès 63 ans, et une consolidation de la syndicalisation. A l'occasion de ce congrès Thierry Lepaon a eu de nombreux contacts avec plusieurs dirigeants syndicaux pour préparer le congrès de la CSI qui s'est tenu du 18 au 23 mai à Berlin